

Yves-Marie Laulan : l'immigration coûte à la France 70 milliards d'euros

Démographe, économiste et géopoliticien, ancien directeur général du Crédit municipal de Paris, ex-président du Comité économique de l'OTAN, Yves-Marie Laulan a enseigné à l'ENA, aux Universités de Dauphine et de Paris 2, avant de fonder l'Institut de Géopolitique des Populations.



Monde et Vie : Yves-Marie Laulan, connaît-on le nombre des personnes issues de l'immigration qui vivent en France ?

Yves-Marie Laulan : Nous en avons une idée assez précise. Actuellement, il est possible d'évaluer la population immigrée et issue de l'immigration (autrement dit les étrangers et les première et deuxième générations nées sur le sol français) entre 7 et 8 millions de personnes, soit plus du dixième de la population française. Ces personnes sont originaires, pour l'essentiel, de l'Afrique noire, du Maghreb et un peu de Turquie. Ces communautés très importantes, dont les racines ne sont pas en France, peuvent représenter politiquement un vivier électoral très intéressant, ce qui explique l'attitude du parti socialiste, par exemple, qui souhaiterait capter ces suffrages pour s'emparer du pouvoir.

Quelle est l'importance des immigrés originaires de l'Europe de l'Est ?

Les ressortissants des pays de l'Est de l'Europe ne représentent pas plus de 3 % de cette population immigrée, soit 200 000 à 300 000 personnes au maximum.

La presse publie régulièrement des communiqués de victoire à propos du taux de natalité français. Que faut-il en penser ?

Nous avons le taux de fécondité le plus élevé d'Europe : 1,81 %, ce qui permet à l'Insee et au Figaro d'écrire que nous sommes les champions. Mais en réalité, sur 830 000 naissances recensées en France en 2006, 165 000 venaient de cette population issue de l'immigration. En réalité, le taux de fécondité de la population française « de souche » avoisine celui de la Grande-Bretagne, à 1,6 %. Celui des Maghrébines en France est de 2,7 % et celui des Noires d'origine africaine, 4,2 %. Michèle Tribalat, qui a longtemps travaillé à l'INED, a montré dans une étude publiée voilà trois ans que 31 % des jeunes de moins de 20 ans en Ile-de-France, et 18 % à l'échelle nationale, sont originaires de l'Afrique noire, du Maghreb et de Turquie. Dans 30 ans, nous aurons passé la barre des 50 %. Sans cet apport, nous ne serions pas champions d'Europe ! Cette situation aura des conséquences évidentes sur les mœurs, l'économie et la politique, comme l'a bien compris le parti socialiste.

Peut-on savoir combien coûte l'immigration à la France ?

C'est un sujet effroyablement compliqué, car l'administration française ne consacre pas de mission ni de programme budgétaires à l'immigration. Les coûts sont dissimulés. C'est pourquoi une étude réalisée sous l'égide de Philippe Seguin, lorsqu'il était président de la Cour des comptes, est arrivée au chiffre ridicule de 700 millions d'euros. Dans le cadre de la présentation budgétaire actuelle, il était impossible d'identifier un coût supérieur.

Cependant, en 2006, nous avons fait paraître dans le cadre de l'Institut de géopolitique des populations, que j'ai créé voilà une douzaine d'années avec Jacques Dupâquier, un « essai d'évaluation des coûts économique et financiers de l'immigration », réalisée avec plusieurs experts, en particulier Gérard Lafay, professeur à l'université Paris II, et Jacques Bichot, profes-

seur à l'université de Lyon III.

En utilisant toutes sortes de documents, non seulement tirés du budget de l'Etat et celui de la Sécurité sociale, mais émanant aussi des directions ministérielles : Education nationale, Intérieur, etc., nous avons essayé d'identifier les coûts liés à l'immigration, fonction par fonction, et au bout de ce travail de Romains nous sommes arrivés au chiffre de 35 milliards d'euros au minimum, qui augmente d'environ 10 % chaque année ; mais en réalité, les experts qui ont travaillé à cette étude pensent qu'il faut le doubler et que le véritable coût de l'immigration pour la France – entre l'école, les transports, le logement, la sécurité sociale, les aides, etc. – atteint 70 à 80 milliards d'euros, soit l'équivalent annuel du déficit budgétaire. Autrement dit, la France s'endette pour assimiler des jeunes gens dont un certain nombre la remercient en brûlant des voitures...

Heureusement, il existe aussi des immigrés qui se comportent convenablement et travaillent : ils représentent environ 10 % de la population concernée et dégagent une contribution positive à l'effort national que l'on peut estimer à une dizaine de milliards d'euros. Le solde négatif de l'immigration est donc compris dans une fourchette de 60 à 70 milliards d'euros par an.

Quel est le plus gros poste de dépenses ?

C'est évidemment le poste social.

Comment expliquez-vous que vos travaux et ceux des experts qui ont participé à votre étude ne soient pas utilisés ?

Le gouvernement ignore volontairement nos travaux parce qu'il ne veut pas que les Français sachent la vérité. Il laisse donc volontairement les idéologues de l'Insee et de l'Ined les tromper. C'est ainsi que l'on tue un pays. ■

Propos recueillis par Hervé Bizien

PROSPECTION
4 n^{os} de Monde & vie
Pour 12€ seulement